



La Lettre d'informations

Mensuel - Numéro 3 – 1^{er} juillet 2019

Le Comité Lula Livre de Paris a été constitué, en France, en avril 2018, dans le cadre du *Comité international pour la défense de Lula et de la démocratie au Brésil* fondé à Porto Alegre. Il a été rejoint par de nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives de France et par des collectifs de Brésiliens vivant en France. Après l'élection de Bolsonaro, plus que jamais, nous affirmons notre engagement à combattre pour la libération immédiate et inconditionnelle de Lula, pour la défense des libertés démocratiques, et pour la solidarité avec les luttes du peuple brésilien.

Caravane Lula livre Europa... c'est parti !

Le 25 juin, la Caravane Lula Livre Europa part de Paris, après avoir été reçue à l'UNESCO. Elle arrivera à Genève le 26 juin au matin, où une délégation sera reçue pour remettre un mémorandum établi par des juristes sur le procès truqué de Lula aux représentants du Haut-Commissariat des droits de l'homme de l'ONU et de l'Organisation internationale du travail (OIT). Puis départ vers Bruxelles, où la Caravane participera le 26 juin au soir au lancement du Comité Lula livre de Bruxelles. Le 27 juin la Caravane sera reçue au Conseil de l'Europe, puis départ pour Strasbourg où, le 28 juin, elle se rendra au Parlement européen.

Le 25 juin : « Lettres à Lula » : au Théâtre Monfort : 106 Rue Brancion, 75015 Paris : une soirée dirigée par Thomas Quillardet avec Calixto Neto... La Caravane Lula Libre partira après le spectacle, vers 22h30.

La Caravane a reçu un écho formidable au Brésil. Gleisi Hoffmann, la présidente du Parti des travailleurs appuie l'initiative : « *La caravane va parcourir des villes symboliques de la légalité et de la liberté, pour dénoncer l'injuste procès qui est actuellement fait à Lula. Prisonnier depuis plus d'un an, Lula est un prisonnier politique !* »



Cette initiative est également largement soutenue en France : le Nucleo du PT « 7 de Abril » de Paris, Alerte France Brésil, la Fondation Jean Jaurès, France Amérique latine (FAL), l'Assemblée des citoyens argentins en France (ACAF), l'UD CGT Paris, La France insoumise, le PCF, le Parti ouvrier indépendant démocratique, et de très nombreux autres y participent, avec des militants de la cause de Lula venus de Londres et d'Espagne. La sénatrice PCF

Laurence Cohen, le député européen Manuel Bompard et le député Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) ont publié des vidéos apportant leur appui à cette initiative. Consultez-les sur notre compte Facebook : **@comitelulalibre**

Faites un don : 5 euros, 10 euros, 50 euros, 100 euros ou plus selon vos moyens, pour nous aider à réunir les 5000 euros que coûtera le voyage en bus. Pour cela, vous pouvez faire un virement bancaire à l'Association ALMAA (La Banque postale, CCP numéro 66 143 48 P 020), ou bien verser sur la cagnotte Leetchi : <https://www.leetchi.com/c/caravane-lula-libre>

Suivez la caravane en direct sur les pages Facebook du Comité et de la Caravane !

Lu... dans la presse

Le Journal du Dimanche

« *"Dégage Bolsonaro!"* Le mot d'ordre, scandé au mégaphone, résonne sur la place devant le ministère des Finances. Sous une pluie battante. Des manifestants se sont rassemblés pour s'opposer à la tenue d'un forum économique entre la France et le Brésil, qui avait lieu quelques mètres plus loin, dans le bâtiment du gouvernement. Parmi les invités, Carlos Alberto dos Santos Cruz, le ministre-secrétaire d'État en charge des partenariats et de l'investissement et représentant du gouvernement d'extrême droite de Jair Bolsonaro. Des français sont présents pour manifester, mais pas que. La communauté brésilienne installée dans l'Hexagone se mobilise également contre le régime de Bolsonaro, au pouvoir depuis octobre dernier. »

Le Journal du Dimanche (6 juin 2019)

The Intercept

« *Alors qu'ils ont assuré longtemps qu'ils étaient apolitiques et motivés par la seule lutte anticorruption, les procureurs de "Lava Jato" ont en fait comploté entre eux sur les moyens d'empêcher le retour au pouvoir de Lula et de son Parti des travailleurs* »

The Intercept (10 juin 2019)



« *Grève générale massive au Brésil pour les retraites et pour Lula*

Quelques mois après l'entrée en fonction du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, le Brésil a vécu une journée de grève générale massive et de manifestations à l'appel des organisations syndicales pour défendre leurs retraites. Après les révélations du site Intercept sur le caractère politique d'un procès partial contre l'ancien

président Lula, les manifestants ont de nouveau réclamé sa libération. Les travailleurs brésiliens ont répondu massivement le 14 juin dernier à l'appel à la grève générale de leurs organisations syndicales, la Cut, l'UGT et Força Sindical, pour défendre leur système de retraites. »

La Nouvelle Vie Ouvrière, 20 juin 2019

Le Monde

« *Paris, capitale anti-Bolsonaro* (...) En parallèle, l'initiative lancée par ce réseau Red et une dizaine d'associations et d'ONG de nommer un lieu en l'honneur de Marielle Franco aboutit en un temps record. Le 1^{er} avril, le Conseil de Paris vote à l'unanimité le projet. Un nouveau jardin public, dans le 20^e arrondissement, portera le nom de l'élu assassiné. Une première mondiale. Autre symbole, le 25 juin, le jour où les juges de la Cour suprême de Brasília doivent se prononcer sur la demande de liberté pour Lula, une cinquantaine d'artistes et intellectuels, dont Chico Buarque et Ariane Mnouchkine, prévoient

de lire, au Monfort Théâtre, des lettres écrites à l'ancien président depuis son incarcération. La soirée affiche d'ores et déjà complet ». Le Monde, 21 juin 2019

DCM

Dans une interview de la juge française Isabelle Reghi : « Il y a deux mois, en tant que présidente de l'Association française des juristes démocrates, j'ai reçu un courrier électronique d'un comité pour la libération de Lula demandant qu'on le soutienne. J'en ai évidemment parlé avec mes collègues, membres de l'Association, mais nous avons décidé de ne pas y donner suite. Parce que nous n'avions pas suffisamment de preuves pour avoir une position précise. Je crois que si l'on nous redemandait aujourd'hui, nous

n'hésiterions pas à soutenir, après ces révélations » (de The Intercept – NDR).

Diario do Centro do Mundo, 20 juin 2019

Le Monde

« La Cour suprême brésilienne a le devoir de libérer Lula et d'annuler sa condamnation »
« La Cour suprême a le devoir maintenant de tirer toutes les conséquences de ces très graves irrégularités ayant conduit à une condamnation injuste et illégale, et, par conséquent, de mettre Lula en liberté et d'annuler sa condamnation. Les autorités brésiennes doivent prendre toutes les initiatives qui s'imposent pour identifier les responsables de ce très grave détournement de procédure. »

Tribune parue dans Le Monde du 25 juin 2019 (Cette tribune est signée par Bruce Ackerman, professeur de droit et de

science politique (université de Yale) ; John Ackerman, professeur de droit et de science politique (Université nationale autonome du Mexique) ; William Bourdon, avocat à la Cour ; Mireille Delmas-Marty, juriste, professeure honoraire au Collège de France ; Juan Garces, avocat à la Cour (Madrid) ; Baltasar Garzon, avocat à la Cour (Madrid) ; Louis Joinet, premier avocat général honoraire à la Cour de cassation, ancien président du Groupe de travail sur la détention arbitraire et de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies ; Henri Leclerc, avocat à la Cour, doyen du barreau de Paris ; Wolfgang Kaleck, avocat à la Cour (Berlin) ; Jean-Pierre Mignard, avocat à la Cour ; Christophe Marchand, avocat à la Cour (Bruxelles) ; Philippe Texier, conseiller honoraire à la Cour de cassation française, ancien président du Comité des droits économique, sociaux et culturels des Nations unies.)

Nos activités – Nos activités – Nos activités – Nos activités – Nos activités – Nos activités – Nos activités – Nos



Le 5 juin, le comité manifestait, avec d'autres collectifs, contre le Forum économique France-Brésil organisé par le Medef au ministère de l'Economie et des Finances : le Journal du dimanche (JDD) en a rendu compte (photo).

Ils s'engagent pour Lula

La Fondation Jean Jaurès, organisation dédiée à la connaissance et aux valeurs



Le 14 juin, le comité était présent, place de la République à Paris, au rassemblement organisé par les étudiants et enseignants brésiliens en France, en soutien à la grève générale de 45 millions ce jour là au Brésil, à l'appel de toutes les centrales syndicales pour le retrait de la réforme de la Previdência (retraites).

Le 17 juin, succès du débat organisé à la Bourse du travail de Paris avec le journaliste brésilien Breno Altman, fondateur du média Opera mundi, et responsable de la communication de la campagne internationale Lula livre. Nos remerciements à l'Union départementale CGT Paris pour avoir réservé la salle (photo).



Le 19 juin, dans le XX^e arrondissement, nous étions nombreux pour une soirée musicale et poétique en soutien à la caravane Lula livre Europa, au local de la section du PCF du XX^e arrondissement.

Le 23 juin, à la chapelle Saint Dominique-Saint Mathieu, a eu lieu la cérémonie œcuménique en soutien à la caravane Lula livre Europa.



Par mail : liberezlula.org@gmail.com

Sur internet : <https://liberezlula.org/> Sur Facebook : @comitelulalivre

Le comité international : <https://comitelulalivre.org/fr/>

démocratiques, est solidaire de l'ex-président brésilien, Luis Inacio Lula da Silva. Elle a publiquement fait savoir, sans se prononcer sur le fond, son désaccord avec la procédure violatrice des règles de droit commises à son égard par la justice brésilienne. L'ex-président brésilien est victime paradoxale d'une justice au service d'intérêts partisans hostiles.

La Fondation Jean Jaurès, membre fondateur du Comité Lula livre de Paris, a pris à ce titre l'initiative en 2018 d'une lettre ouverte, signalant son incompréhension et son attente d'une rectification conforme au droit tel qu'il est prescrit par la Constitution comme par les codes de procédure brésiliens.

La Fondation Jean Jaurès, compte tenu du silence opposé a décidé de s'associer activement et de soutenir financièrement la démarche engagée sous le nom de « Caravane Lula livre-Paris » ayant pour objet de présenter à des organismes internationaux dédiés la défense du droit et des droits humains, à Genève, Strasbourg et Bruxelles, un dossier signalant les manquements graves commis par la justice brésilienne à l'encontre de l'ex-président Lula da Silva.